"Moi, Général de GAULLE, soldat et chef français, j'ai conscience de parler au nom de la France."

Paul Siblot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3516>

DOI : 10.4000/praxematique.3516

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1986

Pagination : 7-33

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Paul Siblot, « "Moi, Général de GAULLE, soldat et chef français, j'ai conscience de parler au nom de la France." », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 6 | 1986, document 1, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 10 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3516> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3516>

Paul SIBLOT
 Université Paul Valéry
 Montpellier III.

"MOI, GENERAL DE GAULLE, SOLDAT ET CHEF FRANCAIS

J'AI CONSCIENCE DE PARLER AU NOM DE LA FRANCE" (1).

L'histoire-récit n'est pas une méthode
 mais une philosophie de l'histoire. (2)

F.BRAUDEL

1. PREAMBULE

1.1. Le général de GAULLE fut plus que tout autre un "homme de paroles". La qualification s'avère en effet d'une pertinence particulière à propos d'une figure qui doit en définitive bien moins à la science militaire qu'au pouvoir des mots. Son ordinaire désignation comme "L'homme du 18 Juin" retient pour trait définitoire qu'il fut l'auteur d'un "Appel", acteur de l'histoire par un acte de parole d'une exemplaire performativité. Il s'est d'ailleurs lui-même présenté comme un "homme que le destin jetait hors de toutes les séries", "à mesure que s'envolaient les mots irrévocables" (3). L'audience ainsi acquise, conquise, fut ensuite entretenue et accrue par une savante orchestration de prises de paroles (proclamations et exhortations, plaidoyers ou réquisitoires, allocutions radiophoniques, conférences télévisées) qui conduisirent à la prise de pouvoir.

Pour le général de GAULLE la stratégie fut d'abord discursive. Priorité de principe : "Je parle. Il le faut bien. L'action met les ardeurs en oeuvre. Mais c'est la parole qui les suscite" (I,260). Aussi est-on surpris de relever la modestie de la place prise dans une surabondante bibliographie par la réflexion sur l'usage délibéré et magistral qu'il fit de la parole. Si l'opportunité et les calculs de ses interventions sont remarqués, ses talents dans la déclamation soulignés, sa maîtrise de l'art oratoire n'est

généralement approchée que sous les espèces du style. Et les considérations sur la puissance du Verbe s'arrêtent au constat de l'empire mystérieux d'un ineffable charisme. De plus, en raison de leurs effets amplifiés par les médias et des incidences politiques conséquentes, les discours mobilisent l'attention. Une fois le style salué, l'oeuvre écrite demeure négligée. Or dans sa hiérarchie des valeurs, le général de GAULLE donnait à l'écrivain la préséance sur le guerrier et le politique.

C'est au texte que nous nous intéresserons ici. Non pas tant pour les commodités d'accès qu'il offre que pour l'intérêt qu'il présente d'être souvent un commentaire réflexif, métalinguistique sur la parole énoncée. Le texte redit le discours, en définit les conditions et lui assigne des fins explicites : il règle le sens des mots pour fixer celui de l'histoire. Et ce disant, il dit une idéologie dont nous voudrions tenter de mettre à jour quelques éléments.

1.2. Le projet suppose que l'on précise au préalable l'acception retenue d' "idéologie". La définition que le Vocabulaire de la philosophie de A.LALANDE avance du néologisme créé par DESTUTT DE TRACY n'apparaît pas recevable : "étude des idées (au sens général de faits de conscience), de leurs caractères, de leurs lois, de leur rapport avec les signes qui les représentent et surtout de leur origine" (4). Non qu'elle soit inadéquate à notre objet ; elle le recouvre au contraire tout comme celle que propose R.AROM en formulant de manière concise la compréhension la plus fréquente : "système global d'interprétation du monde historico-politique" (5). Mais de telles définitions omettent une propriété essentielle de l'idéologie dont K.JASPERS nous livre une première expression :

"Une idéologie est un complexe d'idées ou de représentations qui passe aux yeux du sujet pour une interprétation du monde ou de sa propre situation, qui lui représente la vérité absolue, mais sous la forme d'une illusion par quoi il se justifie, se dissimule, se dérobe d'une façon ou d'une autre, mais pour son avantage immédiat" (6).

L'apport tient à la mention explicite de la finalité qui oriente toute idéologie. Cette caractéristique nous semble bien plus décisive que l'interprétation en tant que "fausse conscience", telle qu'elle fonctionne encore de façon prédominante dans L'Idéologie allemande. C'est cette intentionalité pratique sous-tendant la production du discours que nous placerons au centre de notre acception du terme, en faisant nôtre la définition posée et développée

par L. ALTHUSSER :

"Une idéologie est un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée... L'idéologie comme système de représentations se distingue de la science en ce que la fonction pratico-sociale l'emporte en elle sur la fonction théorique ou fonction de connaissance" (7).

1.3. S'intéresser à partir de cette définition aux déterminations idéologiques du discours gaullien (autrement dit à l'idéologie qui détermine le discours et qu'en retour celui-ci spécifie) conduit à s'interroger sur la nature de son efficace. Cela revient à essayer de comprendre comment de GAULLE put, selon ses propres termes empruntés à CHATEAUBRIAND, "mener les Français par les songes" (I,120). Laissant à l'historien l'étude des réalités militaires et politiques, notre démarche sera celle d'une "oniologie" appliquée au texte dans lequel de GAULLE retrace son entreprise.

2. CORPUS

2.1. Les Mémoires de guerre ne sont pas seulement le récit chronologique d'évènements dont Charles de GAULLE fut le témoin ou l'acteur. Ils sont aussi, et surtout peut-être, l'expression d'une idée fixe, la réitération quasi obsessionnelle d'une essentielle et nécessaire grandeur sans laquelle "la France ne peut être la France" (I,1). Un "souffle venu des sommets, (un) espoir de réussite, (une) ambition de la France" (III,287) hantent les Mémoires de la première à la dernière ligne. Ils travaillent sans cesse le texte, lui valent ses accents épiques et, bien plus qu'une forte et insistante rhétorique, lui confèrent sa cohésion. Ainsi le premier tome s'ouvre sur la figuration de ce rêve :

"Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle" (I,1).

Sur laquelle il s'achève également :

"Penché sur le gouffre où la patrie a roulé, je suis son fils, qui l'appelle, qui lui tient la lumière, lui montre la voie du salut... Maintenant j'entends la France me répondre. Au fond de l'abîme, elle se relève, elle marche, elle gravit la pente. Ah ! mère, tels que nous sommes, nous voici pour vous servir" (I,261).

Il n'est toutefois pas envisageable, dans le cadre d'un article, de suivre au fil des quelques deux mille pages de l'ensemble de l'ouvrage la figuration toujours rappelée de cette représentation au propre fantasmatique. Mais sa forte et constante prégnance nous autorise à former l'hypothèse qu'un tel schème, parce que primordial et au fondement idéologique de la production discursive, doit être accessible à partir d'un extrait.

2.2. Notre choix s'est porté sur la relation du plus célèbre des moments historiques de l'épopée gaullienne, du moment où l'espérance semble enfin atteinte, au lieu crucial de l'Etoile, "comme un rêve qui se réalise" (p.311). Récit d'une apothéose dont les Mémoires éternisent le souvenir et que le mouvement gaulliste commémorera pour y raviver ses énergies aux instants critiques.

Mais les difficultés d'une telle option surgissent dès la délimitation de l'extrait car, d'évidence, le récit d'une acmé ne peut qu'être lié par une très dense intertextualité à celui de ses prémisses et de ses suites. La solution retenue a été de prendre pour séquence de base la narration de la journée du 26 Août 1944 et de lui adjoindre les fragments dont les corrélations s'avèrent les plus manifestes.

Le texte livre une indication temporelle précise, "la matinée du 26 Août" (p.310), qui pourrait servir de repère au découpage liminaire. Cependant les journées précédentes, celle de la veille notamment après l'entrée dans Paris, sont dominées par le souci d'imposer à la capitale la reconnaissance du chef du Gouvernement Provisoire d'Alger. Le jour de la victoire a pour enjeu premier l'établissement d'un nouveau pouvoir. Aussi faudrait-il logiquement inclure dans notre corpus les anticipations faisant mention de cet objectif. Nous nous bornerons ici à citer deux passages brefs mais explicites :

- "Paris... tranchera en France la question du pouvoir (p.289) .
- Le 25 Août, rien ne va manquer de ce qui est décidé. J'ai moi-même, par avance, fixé ce que je dois faire dans la capitale libérée. Cela consiste à rassembler les âmes en un seul élan national, mais aussi à faire paraître tout de suite la figure et l'autorité de l'Etat... La mission dont je suis investi me paraît aussi claire que possible" (p.304).

Le terme final ne fait pas difficulté puisqu'il est également celui du second tome qui s'arrête sur une méditation solitaire tirant la leçon des événements : "Cette nuit, après tant de tumulte, tout se tait autour de

moi" (p.321.) Le texte recèle cependant une ambiguïté. D'une part il se réfère clairement à la journée du 26 Août : "aujourd'hui l'unité l'emporte /.../ elle est consacrée à Paris" (p.321) ; d'autre part il intègre avant cette ultime conclusion des faits chronologiquement postérieurs, en date des 27 et 28 Août. L'anachronisme s'explique de ce que ces informations confortent la démarche argumentative sous-tendant le récit. L'ensemble doit être retenu et notre réflexion portera sur toute la fin du second tome à partir de l'arrivée à l'Arc de Triomphe.

2.3.

MEMOIRES DE GUERRE

Tome II. L'UNITE. Paris (8).

A 3 heures de l'après-midi, j'arrive à l'Arc de triomphe. Parodi et Le Troquer, membres du gouvernement, Bidault et le Conseil national de la Résistance, Tollet et le Comité parisien de la libération, des officiers généraux : Juin, Koenig, Leclerc, d'Argenlieu, Valin, Bloch-Dassault, les préfets : Flouret et Luizet, le délégué militaire Chaban-Delmas, beaucoup de chefs et de combattants des forces de l'intérieur, se tiennent auprès du tombeau. Je salue le Régiment du Tchad, rangé en bataille devant l'Arc et dont les officiers et les soldats, debout sur leurs voitures, me regardent passer devant eux, à l'Étoile, comme un rêve qui se réalise. Je ranime la flamme. Depuis le 14 juin 1940, nul n'avait pu le faire qu'en présence de l'envahisseur. Puis, je quitte la voûte et le terre-plein. Les assistants s'écartent. Devant moi, les Champs-Élysées !

Ah ! C'est la mer ! Une foule immense est massée de part et d'autre de la chaussée. Peut-être deux millions d'âmes. Les toits aussi sont noirs de monde. A toutes les fenêtres s'entassent des groupes compacts, pêle-mêle avec des drapeaux. Des grappes humaines sont accrochées à des échelles, des mâts, des réverbères. Si loin que porte ma vue, ce n'est qu'une houle vivante, dans le soleil, sous le tricolore.

Je vais à pied. Ce n'est pas le jour de passer une revue où brillent les armes et sonnent les fanfares. Il s'agit, aujourd'hui, de rendre à lui-même, par le spectacle de sa joie et l'évidence de sa liberté, un peuple qui fut, hier, écrasé par la défaite et dispersé par la servitude. Puisque chacun de ceux qui sont là a, dans son cœur, choisi Charles de Gaulle comme recours de sa peine et symbole de son espérance, il s'agit qu'il le voie, familier et fraternel, et qu'à cette vue resplendisse l'unité nationale. Il est vrai que des états-majors se demandent si l'irruption d'engins blindés ennemis ou le passage d'une escadrille jetant des bombes ou mitraillant le sol ne vont pas décimer cette masse et y déchaîner la panique. Mais moi, ce soir, je crois à la fortune de la France. Il est vrai que le service d'ordre craint de ne pouvoir contenir la poussée de la multitude. Mais je pense, au contraire, que celle-ci se disciplinera. Il est vrai qu'au cortège des compagnons qui ont qualité pour me suivre se joignent, indûment, des figurants de supplément. Mais ce n'est pas eux qu'on regarde. Il est vrai, enfin, que moi-même n'ai pas le physique, ni le goût, des attitudes et des gestes qui peuvent flatter l'assistance. Mais je suis sûr qu'elle ne les attend pas.

Je vais donc, ému et tranquille, au milieu de l'exultation indicible de la foule, sous la tempête des voix qui font retentir mon nom, tâchant, à mesure, de poser mes regards sur chaque flot de cette marée afin que la vue de tous ait pu entrer dans mes yeux, élevant et abaissant les bras pour répondre aux acclamations. Il se passe, en ce moment, un de ces miracles de la conscience nationale, un de ces gestes de la France, qui parfois, au long des siècles, viennent illuminer notre Histoire. Dans cette communauté, qui n'est qu'une seule pensée, un seul élan, un seul cri, les différences s'effacent, les individus disparaissent. Innombrables Français dont je m'approche tour à tour, à l'Étoile, au Rond-Point, à la Concorde, devant l'Hôtel de Ville, sur le parvis de la Cathédrale, si vous saviez comme vous êtes pareils ! Vous, les enfants, si pâles ! qui trépignez et criez de joie ; vous, les femmes, portant tant de chagrins, qui me jetez vivats et sourires ; vous, les hommes, inondés d'une fierté longtemps oubliée, qui me criez votre merci ; vous, les vieilles gens, qui me faites l'honneur de vos larmes, ah ! comme vous vous ressemblez ! Et moi, au centre de ce déchainement, je me sens remplir une fonction qui dépasse de très haut ma personne, servir d'instrument au destin.

Mais il n'y a pas de joie sans mélange, même à qui suit la voie triomphale. Aux heureuses pensées qui se pressent dans mon esprit beaucoup de soucis sont mêlés. Je sais bien que la France tout entière ne veut plus que sa libération. La même ardeur à revivre qui éclatait, hier, à Rennes et à Marseille et, aujourd'hui, transporte Paris se révélera demain à Lyon, Rouen, Lille, Dijon, Strasbourg, Bordeaux. Il n'est que de voir et d'entendre pour être sûr que le pays veut se remettre debout. Mais la guerre continue. Il reste à la gagner. De quel prix, au total, faudra-t-il payer le résultat ? Quelles ruines s'ajouteront à nos ruines ? Quelles pertes nouvelles décimeront nos soldats ? Quelles peines morales et physiques auront à subir encore les Français prisonniers de guerre ? Combien reviendront parmi nos déportés, les plus militants, les plus souffrants, les plus méritants de nous tous ? Finalement, dans quel état se retrouvera notre peuple et au milieu de quel univers ?

Il est vrai que s'élèvent autour de moi d'extraordinaires témoignages d'unité. On peut donc croire que la nation surmontera ses divisions jusqu'à la fin du conflit ; que les Français, s'étant reconnus, voudront rester rassemblés afin de refaire leur puissance ; qu'ayant choisi leur but et trouvé leur guide, ils se donneront des institutions qui leur permettront d'être conduits. Mais je ne puis, non plus, ignorer l'obstiné dessein des communistes, ni la rancune de tant de notables qui ne me pardonnent pas leur erreur, ni le prurit d'agitation qui, de nouveau, travaille les partis. Tout en marchant à la tête du cortège, je sens qu'en ce moment même des ambitions me font escorte en même temps que des dévouements. Sous les flots de la confiance du peuple, les récifs de la politique ne laissent pas d'affleurer.

A chaque pas que je fais sur l'axe le plus illustre du monde, il me semble que les gloires du passé s'associent à celle d'aujourd'hui. Sous l'Arc, en notre honneur, la flamme s'élève allègrement. Cette avenue, que l'armée triomphante suivit il y a vingt-cinq ans, s'ouvre radieuse devant nous. Sur son piédestal, Clemenceau, que je salue en passant, a l'air de s'élancer pour venir à nos côtés. Les marronniers des Champs-Élysées, dont rêvait l'Aiglon prisonnier et qui virent, pendant tant de lustres, se déployer les grâces et les prestiges français, s'offrent en estrades joyeuses à des milliers de spectateurs. Les Tuileries, qui encadrèrent la majesté de l'État sous

deux empereurs et sous deux royautés, la Concorde et le Carrousel qui assistèrent aux déchainements de l'enthousiasme révolutionnaire et aux revues des régiments vainqueurs ; les rues et les ponts aux noms de batailles gagnées ; sur l'autre rive de la Seine, les Invalides, dôme étincelant encore de la splendeur du Roi-Soleil, tombeau de Turenne, de Napoléon, de Foch ; l'Institut, qu'honorèrent tant d'illustres esprits, sont les témoins bienveillants du fleuve humain qui coule auprès d'eux. Voici, qu'à leur tour : le Louvre, où la continuité des rois réussit à bâtir la France ; sur leur socle, les statues de Jeanne d'Arc et de Henri IV ; le palais de Saint-Louis dont, justement, c'était hier la fête ; Notre-Dame, prière de Paris, et la Cité, son berceau, participent à l'événement. L'Histoire, ramassée dans ces pierres et dans ces places, on dirait qu'elle nous sourit.

Mais, aussi, qu'elle nous avertit. Cette même Cité fut Lutèce, subjuguée par les légions de César, puis Paris, que seule la prière de Geneviève put sauver du feu et du fer d'Attila. Saint-Louis, croisé délaissé, mourut aux sables de l'Afrique. A la porte Saint-Honoré, Jeanne d'Arc fut repoussée par la Ville qu'elle venait rendre à la France. Tout près d'ici, Henri IV tomba victime d'une haine fanatique. La révolte des Barricades, le massacre de la Saint-Barthélemy, les attentats de la Fronde, le torrent furieux du 10 août, ensanglantèrent les murailles du Louvre. A la Concorde, roulèrent sur le sol la tête du roi et celle de la reine de France. Les Tuileries virent le naufrage de la vieille monarchie, le départ pour l'exil de Charles X et de Louis-Philippe, le désespoir de l'Impératrice, pour être finalement mis en cendres, comme l'ancien Hôtel de Ville. De quelle désastreuse confusion le Palais-Bourbon fut-il fréquemment le théâtre ! Quatre fois, en l'espace de deux vies, les Champs-Élysées durent subir l'outrage des envahisseurs défilant derrière d'odieuses fanfares. Paris, ce soir, s'il resplendit des grandeurs de la France, tire les leçons des mauvais jours.

Vers 4 heures et demie, je vais, comme prévu, entrer à Notre-Dame. Tout à l'heure, rue de Rivoli, je suis monté en voiture et, après un court arrêt sur le perron de l'Hôtel de Ville, j'arrive place du Parvis. Le cardinal-archevêque ne m'accueillera pas au seuil de la basilique. Non point qu'il ne l'eût désiré. Mais l'autorité nouvelle l'a prié de s'abstenir. En effet, Mgr Suhard a cru devoir, il y a quatre mois, recevoir solennellement ici le maréchal Pétain lors de son passage dans Paris occupé par les Allemands, puis, le mois dernier, présider le service funèbre que Vichy a fait célébrer après la mort de Philippe Henriot. De ce fait, beaucoup de résistants s'indignent à l'idée que le prélat pourrait, dès à présent, introduire dans la cathédrale le général de Gaulle. Pour moi, sachant que l'Église se considère comme obligée d'accepter « l'ordre établi », n'ignorant pas que chez le cardinal la piété et la charité sont à ce point éminentes qu'elles laissent peu de place dans son âme à l'appréciation de ce qui est temporel, j'aurais volontiers passé outre. Mais l'état de tension d'un grand nombre de combattants au lendemain de la bataille et ma volonté d'éviter toute manifestation désobligeante pour Mgr Suhard m'ont amené à approuver ma délégation qui l'a prié de demeurer à l'archevêché pendant la cérémonie. Ce qui va se passer me confirmera dans l'idée que cette mesure était bonne.

A l'instant où je descends de voiture, des coups de fusil éclatent sur la place. Puis, aussitôt, c'est un feu roulant. Tout ce qui a une arme se met à tirer à l'envi. Ce sont les toits qu'on vise à tout hasard. Les hommes des forces de l'intérieur font, de toutes parts, parler la poudre. Mais je vois même les briscards du détachement de la 2^e Division blindée, en position près du portail, cribler de balles les tours

de Notre-Dame. Il me paraît tout de suite évident qu'il s'agit là d'une de ces contagieuses tiraileries que l'émotion déclenche parfois dans des troupes énervées, à l'occasion de quelque incident fortuit ou provoqué. En ce qui me concerne, rien n'importe davantage que de ne point céder au remous. J'entre donc dans la cathédrale. Faute de courant, les orgues sont muettes. Par contre, des coups de feu retentissent à l'intérieur. Tandis que je me dirige vers le chœur, l'assistance, plus ou moins courbée, fait entendre ses acclamations. Je prends place, ayant derrière moi mes deux ministres : Le Troquer et Parodi. Les chanoines sont à leurs stalles. L'archiprêtre, Mgr Brot, vient me transmettre le salut, les regrets et la protestation du cardinal. Je le charge d'exprimer à Son Éminence mon respect en matière religieuse, mon désir de réconciliation au point de vue national et mon intention de le recevoir avant peu.

Le *Magnificat* s'élève. En fut-il jamais chanté de plus ardent ? Cependant, on tire toujours. Plusieurs gaillards, postés dans les galeries supérieures, entretiennent la fusillade. Aucune balle ne siffle à mes oreilles. Mais les projectiles, dirigés vers la voûte, arrachent des éclats, ricochent, retombent. Plusieurs personnes en sont atteintes. Les agents, que le préfet de police fait monter jusqu'aux parties les plus hautes de l'édifice, y trouveront quelques hommes armés ; ceux-ci disant qu'ils ont fait feu sur des ennemis indistincts. Bien que l'attitude du clergé, des personnages officiels, des assistants, ne cesse pas d'être exemplaire, j'abrège la cérémonie. Aux abords de la cathédrale, la pétarade a maintenant cessé. Mais, à la sortie, on m'apprend qu'en des points aussi éloignés que l'Étoile, le Rond-Point, l'Hôtel de Ville, les mêmes faits se sont produits exactement à la même heure. Il y a des blessés, presque tous par suite de bousculades.

Qui a tiré les premiers coups ? L'enquête ne pourra l'établir. L'hypothèse des tireurs de toits, soldats allemands ou miliciens de Vichy, paraît fort invraisemblable. En dépit de toutes les recherches, on n'en a arrêté aucun. D'ailleurs, comment imaginer que des ennemis auraient pris des chemins pour cibles au lieu de me viser moi-même quand je passais à découvert ? On peut, si l'on veut, supposer que la coïncidence des fusillades en plusieurs points de Paris a été purement fortuite. Pour ma part, j'ai le sentiment qu'il s'est agi d'une affaire montée par une politique qui voudrait, grâce à l'émoi des foules, justifier le maintien d'un pouvoir révolutionnaire et d'une force d'exception. En faisant tirer, à heure dite, quelques coups de fusil vers le ciel, sans prévoir peut-être les rafales qui en seraient les conséquences, on a cherché à créer l'impression que des menaces se tramaient dans l'ombre, que les organisations de la Résistance devaient rester armées et vigilantes, que le « Comac », le Comité parisien de la libération, les comités de quartier, avaient à procéder eux-mêmes à toutes opérations de police, de justice, d'épuration qui protégeraient le peuple contre de dangereux complots.

Il va de soi que c'est l'ordre que j'entends, au contraire, faire régner. L'ennemi, d'ailleurs, se charge de rappeler que la guerre n'admet pas d'autre loi. A minuit, ses avions viennent bombarder la capitale, détruisant 500 maisons, incendiant la Halle aux vins, tuant ou blessant un millier de personnes. Si le dimanche 27 août est, pour la population, une journée de relative détente, si j'ai le loisir d'assister, au milieu de plusieurs milliers d'hommes des forces de l'intérieur, à l'office célébré par leur aumônier le P. Bruckeberger, si au fond d'une voiture je puis parcourir la ville, voir les traits des gens et l'aspect des choses sans être trop souvent reconnu, la 2^e Division blindée n'en est pas moins

engagée rudement du matin au soir. Au prix de pertes sensibles, le Groupement Dio s'empare de l'aérodrome du Bourget et le Groupement de Langlade enlève Stains, Pierrefitte, Montmagny.

Comme la lumière d'un projecteur révèle soudain le monument, ainsi la libération de Paris assurée par les Français eux-mêmes et la preuve donnée par le peuple de sa confiance en de Gaulle dissipent les ombres qui cachaient encore la réalité nationale. Conséquence ou coïncidence, il se produit une sorte d'ébranlement où s'écroulent divers obstacles qui encombraient encore la route. La journée du 28 août m'apporte un faisceau de nouvelles satisfaisantes.

J'apprends d'abord que dans la banlieue nord, après la prise de Gonesse par nos troupes, les Allemands sont en pleine retraite, ce qui met le point final à la bataille de Paris. D'autre part, Juin me présente les rapports de la 1^{re} Armée, confirmant la reddition des garnisons ennemies, à Toulon le 22, à Marseille le 23, et annonçant que nos forces avancent rapidement vers Lyon de part et d'autre du Rhône, tandis que les Américains, suivant la route Napoléon dégagée par les maquisards, ont atteint déjà Grenoble. En outre, les comptes rendus de nos principaux délégués au sud de la Loire : Bénouville pour le Massif Central, le général Pfister pour le Sud-Ouest, signalent le repli des Allemands, les uns tentant de gagner la Bourgogne pour échapper à l'encerclement, les autres allant s'enfermer dans les poches fortifiées de la côte de l'Atlantique, tous aux prises avec les Forces françaises de l'intérieur qui attaquent leurs colonnes et harcèlent leurs cantonnements. Bourges-Maunoury, délégué pour le Sud-Est, fait dire que les maquisards sont les maîtres du terrain dans les Alpes, l'Ain, la Drôme, l'Ardèche, le Cantal, le Puy-de-Dôme, ce qui ne peut qu'accélérer la progression des généraux Patch et de Lattre. Dans l'Est et le Nord, enfin, se multiplie l'activité des nôtres, tandis que, dans l'Ardenne, le Hainaut, le Brabant, la Résistance belge mène, elle aussi, une vive guérilla. On peut prévoir que l'ennemi, enfoncé sur la Seine, poursuivi le long du Rhône, assailli en tous les points de notre sol, ne se rétablira plus qu'à proximité immédiate de la frontière du Reich. Ainsi notre pays, quelles que soient ses blessures, va-t-il trouver à bref délai la possibilité du redressement national.

A condition qu'il soit gouverné, ce qui exclut tout pouvoir parallèle au mien. Le fer est chaud. Je le bats. Le matin de ce 28 août, je réunis les vingt principaux chefs des partisans parisiens, pour les connaître, les féliciter, les prévenir de ma décision de verser les forces de l'intérieur dans les rangs de l'armée régulière. Entrent, ensuite, les secrétaires-généraux, dont il est clair qu'ils n'attendent d'instructions que de moi et de mes ministres. Puis, je reçois le bureau du Conseil national de la Résistance. Dans l'esprit des compagnons qui prennent place devant moi, il existe à la fois deux tendances que j'accueille d'une manière très différente. Leur fierté de ce qu'ils ont fait, je l'approuve sans réserves. Les arrière-pensées de certains quant à la direction de l'État, je ne saurais les admettre. Or, si la démonstration populaire du 26 août a achevé de mettre en lumière la primauté du général de Gaulle, il en est qui s'en tiennent encore au projet de constituer, à côté et en dehors de lui, une autorité autonome, d'ériger le Conseil en organisme permanent contrôlant le gouvernement, de confier au « Comac » les formations militaires de la Résistance, d'extraire de celles-ci des milices dites « patriotiques » qui agiront pour le compte du « peuple » entendu dans un certain sens. En outre, le Conseil a adopté un « programme du C. N. R. », énumération des mesures à appliquer dans tous les domaines, qu'on se propose de brandir constamment devant l'exécutif.

Tout en reconnaissant hautement la part que mes interlocuteurs ont prise à la lutte, je ne leur laisse aucun doute sur mes intentions à leur égard. Dès lors que Paris est arraché à l'ennemi, le Conseil national de la Résistance entre dans l'histoire glorieuse de la libération mais n'a plus de raison d'être en tant qu'organe d'action. C'est le gouvernement qui assume la responsabilité entière. Sans doute y ferai-je entrer tel ou tel membre du Conseil. Mais, alors, ceux-ci renonceront à toute solidarité qui ne sera pas ministérielle. Par contre, je compte intégrer le Conseil dans l'Assemblée consultative qui va arriver d'Alger et qui doit être élargie. Quant aux forces de l'intérieur, elles font partie de l'armée française. Le ministère de la Guerre prend donc directement en charge leur personnel et leurs armes à mesure qu'elles émergent de la clandestinité. Le « Comac » doit disparaître. Pour ce qui est de l'ordre public, il sera maintenu par la police et la gendarmerie avec, en cas de besoin, le concours des garnisons. Les milices n'ont plus d'objet. Celles qui existent seront dissoutes. Je donne lecture à mes visiteurs d'un ordre que je viens de signer prescrivant l'incorporation régulière des forces de la Résistance et chargeant le général Koenig, gouverneur militaire, de faire immédiatement le nécessaire à Paris.

Après avoir recueilli les observations résignées ou véhémentes des membres du bureau, je mets un terme à l'audience. La conclusion que j'en tire c'est que certains tâcheront d'entretenir au-dehors des équivoques ou des malentendus pour garder sous leur obédience le plus possible d'éléments armés, qu'il y aura des formalités à remplir, des frictions à subir, des ordres à maintenir, mais que, pour finir, s'imposera l'autorité du gouvernement. Je tiens que, de ce côté, la route sera bientôt libre.

Elle l'est, désormais, du côté des Américains. Le général Eisenhower me rend visite. Nous nous félicitons l'un l'autre de l'heureuse issue des événements de Paris. Je ne lui cache pas, cependant, combien j'ai été mécontent de l'attitude de Gerow au moment même où j'entrais dans ma propre capitale et saisisais un chaudron bouillonnant. Je fais connaître au Commandant en chef que, pour des raisons qui tiennent au moral de la population et, éventuellement, au bon ordre, je garderai quelques jours à ma disposition directe la 2^e Division blindée. Eisenhower m'annonce qu'il va installer son quartier-général à Versailles. Je l'en approuve, trouvant convenable qu'il ne réside pas à Paris et utile qu'il en soit proche. Au moment où il prend congé, j'exprime à ce bon et grand chef allié l'estime, la confiance et la reconnaissance du Gouvernement français. Tout à l'heure, les Américains, sans avoir consulté personne, publieront un communiqué suivant lequel le commandement militaire, conformément aux accords conclus, aurait transmis à l'administration française les pouvoirs qu'il était censé détenir en France. Bien entendu, rien n'a été, de la part des alliés, transmis de ce qu'on ne détenait pas et qu'on n'a jamais exercé. Mais l'amour-propre du Président a, sans doute, ses exigences, au demeurant d'autant plus grandes que la période électorale commence aux États-Unis et que, dans six semaines, Franklin Roosevelt affrontera le suffrage universel.

Quand le soir tombe, j'apprends le dernier acte du Maréchal « Chef de l'État. » Juin m'apporte une communication que l'amiral Auphan, ancien ministre de Vichy, lui a remise pour moi. Il s'agit d'une lettre et d'un mémoire que m'adresse l'amiral, me faisant connaître la mission qu'il a reçue du Maréchal et que celui-ci a formulée en deux documents secrets. Le premier est un acte dit « constitutionnel » du 27 septembre 1943, chargeant un collège de sept membres d'assurer sa fonction de « Chef de l'État » si lui-même en est

empêché. Le second, daté du 11 août 1944, est un pouvoir donné par lui à l'amiral Auphan « de prendre, éventuellement, contact de sa part avec le général de Gaulle, à l'effet de trouver au problème politique français, au moment de la libération du territoire, une solution de nature à empêcher la guerre civile et à réconcilier tous les Français de bonne foi. » Le Maréchal précise, qu'au cas où Auphan ne pourrait lui en référer, « il lui fait confiance pour agir au mieux des intérêts de la patrie. » Mais il ajoute : « Pourvu que le principe de légitimité que j'incarne soit sauvegardé. »

L'amiral m'écrit que, le 20 août, ayant appris que le Maréchal était emmené par les Allemands, il a tenté de réunir le « collège ». Mais deux des membres désignés, Weygand et Bouthillier, se trouvent détenus en Allemagne ; un, Léon Noël, ambassadeur de France, qui adhère à la Résistance depuis quatre ans, s'est formellement refusé à entrer dans la combinaison ; deux, Porché vice-président du Conseil d'État et Gidel recteur de l'Université de Paris, ne se sont pas rendus à la convocation. Auphan, se voyant seul avec Caous procureur-général près la Cour de cassation, a considéré que le « collège » avait vécu avant d'être né et que lui-même se trouvait, désormais, « principal dépositaire des pouvoirs légaux du Maréchal. » Il me prie de le recevoir.

La démarche ne me surprend pas. Je sais que, depuis le début d'août, le Maréchal, qui s'attend à être sommé de partir pour l'Allemagne, a fait prendre des contacts avec des chefs de la Résistance. Henry Ingrand, commissaire de la République à Clermont-Ferrand, m'a rendu compte, le 14 août, d'une visite que lui a faite le capitaine Oliol envoyé par le Maréchal. Celui-ci proposait de se placer sous la sauvegarde des Forces françaises de l'intérieur et d'indiquer, en même temps, qu'il se retirait du pouvoir. Ingrand avait répondu que, si le Maréchal se rendait à lui, les Forces de l'intérieur assureraient sa sécurité. Mais Pétain n'avait pas donné suite à ce projet, empêché sans doute de le faire par les mesures de surveillance prises par les Allemands avant qu'ils ne l'emmènent à Belfort et à Sigmaringen. A présent, son mandataire me saisit d'une demande formelle de négociation.

Quel aboutissement ! Quel aveu ! Ainsi, dans l'anéantissement de Vichy, Philippe Pétain se tourne vers Charles de Gaulle. Voilà donc le terme de cette affreuse série d'abandons où, sous prétexte de « sauver les meubles, » on accepta la servitude. Quel insondable malheur fit qu'une pareille politique fut endossée par l'extrême vieillesse d'un chef militaire glorieux ! En lisant les textes que l'on m'a fait remettre de sa part, je me sens, tout à la fois, rehaussé dans ce qui fut toujours ma certitude et étreint d'une tristesse indicible. Monsieur le Maréchal ! Vous qui avez fait jadis si grand honneur à nos armes, vous qui fûtes autrefois mon chef et mon exemple, où donc vous a-t-on conduit ?

Mais quelle suite puis-je donner à cette communication ? En l'espèce, le sentiment ne saurait compter en face de la raison d'État. Le Maréchal évoque la guerre civile. S'il entend par là le heurt violent de deux fractions du peuple français, l'hypothèse est tout à fait exclue. Car, chez ceux qui furent ses partisans, personne, nulle part, ne se dresse contre mon pouvoir. Il n'y a pas, sur le sol libéré, un département, une ville, une commune, un fonctionnaire, un soldat, pas même un particulier, qui fassent mine de combattre de Gaulle par fidélité à Pétain. Quant aux représailles, que certaines fractions de la Résistance pourraient commettre à l'encontre des gens qui les ont persécutées en liaison avec l'ennemi, il incombe à l'autorité publique de s'y opposer, tout en assurant l'action de la justice. En cette matière, nul arrangement n'est imaginable.

Par-dessus tout, la condition que met Pétain à un accord avec moi est justement le motif qui rend cet accord impossible. La légitimité, qu'il prétend incarner, le Gouvernement de la République la lui dénie absolument, non point tant parce qu'il a recueilli naguère l'abdication d'un parlement anore qu'en raison du fait qu'il a accepté l'asservissement de la France, pratiqué la collaboration officielle avec l'envahisseur, ordonné de combattre les soldats français et alliés de la libération, tandis que, pas un seul jour, il ne laissa tirer sur les Allemands. Au surplus, dans la mission donnée à Auphan par Pétain, non plus que dans l'adieu que le Maréchal vient d'adresser aux Français, pas une phrase ne condamne « l'armistice », ni ne crie : « Sus à l'ennemi ! » Or, il ne peut y avoir de gouvernement français légitime qui ait cessé d'être indépendant. Nous, Français, avons au cours du temps subi des désastres, perdu des provinces, payé des indemnités, mais jamais l'État n'a accepté la domination étrangère. Même le roi de Bourges, la Restauration de 1814 et celle de 1815, le gouvernement et l'assemblée de Versailles en 1871, ne se sont pas subordonnés. Si la France se reconnaissait dans un pouvoir qui portait le joug, elle se fermerait l'avenir.

Un appel venu du fond de l'Histoire, ensuite l'instinct du pays, m'ont amené à prendre en compte le trésor en déshérence, à assumer la souveraineté française. C'est moi qui détiens la légitimité. C'est en son nom que je puis appeler la nation à la guerre et à l'unité, imposer l'ordre, la loi, la justice, exiger au-dehors le respect des droits de la France. Dans ce domaine, je ne saurais le moins du monde renoncer, ni même transiger. Sans que je méconnaisse l'intention suprême qui inspire le message du Maréchal, sans que je mette en doute ce qu'il y a d'important, pour l'avenir moral de la nation, dans le fait qu'en fin de compte c'est vers de Gaulle qu'est tombé Pétain, je ne puis lui faire que la réponse de mon silence.

Cette nuit, d'ailleurs, après tant de tumulte, tout se tait autour de moi. C'est le moment de prendre acte de ce qui vient d'être accompli et de me confronter moi-même avec la suite. Aujourd'hui, l'unité l'emporte. Recueillie à Brazzaville, grandie à Alger, elle est consacrée à Paris. Cette France, qui avait paru condamnée au désastre, au désespoir, aux déchirements, a maintenant des chances d'aller, sans se rompre, jusqu'au bout du drame présent, d'être victorieuse elle aussi, de recouvrer ses terres, sa place, sa dignité. On peut croire que les Français, actuellement regroupés, le resteront assez longtemps pour que les catégories entre lesquelles ils se répartissent et qui, par destination, s'efforcent toujours d'entamer la cohésion nationale, ne puissent à nouveau l'emporter jusqu'à ce que le but immédiat soit atteint.

Ayant mesuré la tâche, il me faut me jauger moi-même. Mon rôle, qui consiste à plier à l'intérêt commun les éléments divers de la nation pour la mener au salut, j'ai le devoir, quoi qu'il puisse me manquer, de le jouer tant que durera la crise, puis, si le pays le veut, jusqu'au moment où des institutions dignes de lui, adaptées à notre époque et inspirées par des leçons terribles recevront de mes mains la charge de le conduire.

Devant moi, je le sais bien, je trouverai au long de ma route tous les groupements, toutes les écoles, tous les aréopages, ranimés et hostiles à mesure que le péril s'éloignera. Il n'y aura pas une routine ou une révolte, une paresse ou une prétention, un abandon ou un intérêt, qui ne doivent, d'abord en secret, plus tard tout haut, se dresser contre mon entreprise de rassembler les Français sur la France et de bâtir un État juste et fort. Pour ce qui est des rapports humains, mon lot est donc la solitude. Mais, pour soulever le fardeau, quel levier est l'adhésion du peuple ! Cette massive confiance, cette élémentaire amitié, qui me prodiguent leurs témoignages, voilà de quoi m'affermir.

Peu à peu, l'appel fut entendu. Lentement, durement, l'unité s'est faite. À présent, le peuple et le guide, s'aidant l'un l'autre, commencent l'étape du salut.

3. LE THEATRE FRANCAIS

3.1. Lorsqu'une autobiographie donne dès sa première ligne "La France" pour raison d'une vie, lorsque son redressement est dès le premier paragraphe de l'épisode londonien fixé comme objectif premier, il n'est pas surprenant de trouver au premier rang dans le récit du "jour de gloire" le praxème qui, dans l'ensemble des Mémoires, affiche la plus haute fréquence (9). "France" apparaît en effet 15 fois et "français" 17, confortés tous deux par 8 occurrences de "nation - national". C'est ailleurs toutefois que la francité s'affirme avec le plus d'insistance.

Dans l'effusion collective de la liberté recouvrée, la redécouverte des lieux aimés et la rencontre de personnes connues entraînent à de longues énumérations de noms propres. Or si les toponymes et les anthroponymes sont des praxèmes où la dépraxémisation a éteint la productivité signifiante des radicaux, leur ancrage culturel n'en continue pas moins de produire du sens. A 73 noms de personnes et 92 noms de lieux, s'ajoutent une vingtaine de dénominations d'instances politiques ou militaires (la Résistance, CNR, COMAC, 2^e Division Blindée, Assemblée Consultative...) et quelques mentions d'événements historiques (Saint-Barthélémy, 1815, 1871...) dont l'actualisation implique une référence ancrée dans un espace socio-culturel désigné comme "France". Avec en moyenne près d'une occurrence toutes les deux lignes (1 pour 2,2 lignes exactement) cette production de sens s'avère la plus forte du texte.

3.2. La prépondérance était prévisible et l'on pouvait s'attendre à ce qu'une autre production de sens, tout aussi forte, lui soit co-occurrente. Le texte est en effet celui d'un homme qui n'a eu de cesse de s'imposer en chef de "la France Libre" et qui peut à juste titre prétendre avoir été sinon l'unique, du moins l'un des principaux instigateurs du combat pour la liberté. N'a-t-il pas lui-même minutieusement réglé l'ordonnancement des cérémonies dans la capitale libérée comme un "spectacle de l'évidence de la liberté" (p.311)? Ce spectacle n'a-t-il pas été conçu pour instaurer le général de GAULLE en figure emblématique de Libérateur et par là établir sans conteste sa "primauté" (p.317)? Or "Liberté" n'apparaît qu'une unique fois et l'on ne dénombre que 5 occurrences de "libération". Encore faut-il noter que parmi celles-ci deux reprennent la dénomination du "Comité parisien de Libération", et que l'une d'entre-elles (p.315) est marquée d'une connotation

nettement négative. Précisons qu'une autre lui adjoint une qualification positive : "Le CNR entre dans l'histoire glorieuse de la libération" (317); mais c'est pour mieux reléguer la notion hors du champ présent de la politique, dans le domaine de ce qui a été puisqu'il en est conclu que le CNR "n'a plus de raison d'être" (p.317).

Il y a là une restriction langagière délibérée car c'est par le terme de "Libération" que l'on a d'abord désigné puis que l'histoire a retenu cette période et cette journée particulièrement. Une explication immédiate pourrait être trouvée dans le maintien de l'occupation sur la majeure partie du territoire national. Mais la réalité militaire pourrait aussi bien avoir été l'occasion d'une argumentation discursive exaltant l'héroïsme de la libération pour exhorter à la poursuite du combat libérateur. Ce n'est pas le cas et il faut en chercher ailleurs la raison.

La discrétion à propos de "Libération" s'explique en fait du problème politique auquel de GAULLE pense alors être confronté dans la compétition des prétendants au pouvoir. Dans le jeu des forces engagées, au nombre de six selon J.LACOUTURE (10), le principal danger lui paraît venir de ceux que le mémorialiste avait dès Alger caractérisés ainsi :

"(Les communistes), je le savais, voulaient tirer parti de l'exaltation, peut-être de l'état d'anarchie, que la lutte provoquerait dans la capitale pour y saisir les leviers de commande avant que je ne les prenne... Ils projetaient d'apparaître à la tête de l'insurrection comme une sorte de Commune, qui proclamerait la République... A mon arrivée, je trouverais en fonction ce gouvernement "populaire"... qui m'inviterait à prendre en son sein la place qu'il me désignerait" (p.291-292).

Dès lors toute célébration , toute évocation de la libération, en servant ceux qui y jouèrent un rôle prépondérant, ne pouvait que concourir à accréditer et à légitimer les ambitions des concurrents. Telle est, pensons-nous, la raison de la censure que le chef de "La France Libre" fait peser sur " Libération" (11). Mais elle ne rend pas compte de celle qui efface également "Liberté" et sur laquelle il nous faudra revenir.

3.3. Une autre production de sens initialement prévisible, puisqu'elle donne son titre au second tome, est celle de la France unie, du rassemblement national. Elle se manifeste de façon insistante en même temps que variée :

- il s'agit que resplendisse l'unité nationale (p.311)
- il se passe un de ces miracles de la conscience nationale/.../ Dans cette communauté, qui n'est qu'une seule pensée, un seul élan, un seul cri, les différences s'effacent (p.311)
- Innombrables Français /.../ si vous saviez comme vous êtes pareils /.../ ah! comme vous vous ressemblez ! (p.312)
- La France toute entière ne veut plus que sa libération. La même ardeur à revivre qui éclatait hier à Rennes et à Marseille et, aujourd'hui, transporte Paris se révélera demain à Lyon, Rouen, Lille, Dijon, Strasbourg, Bordeaux... Le pays veut se remettre debout (p.312)
- autour de moi s'élèvent d'extraordinaires témoignages d'unité. On peut donc croire que la nation surmontera ses divisions ; que les Français s'étant reconnus voudront rester rassemblés (p.312)
- mon désir de réconciliation au point de vue national (p.315)
- Aujourd'hui l'unité l'emporte. Recueillie à Brazzaville, grandie à Alger, elle est consacrée à Paris./.../ On peut croire que les Français, actuellement regroupés le resteront assez longtemps pour que les catégories entre lesquelles ils se répartissent et qui, par destination, s'efforcent toujours d'entamer la cohésion nationale, ne puissent à nouveau l'emporter (p.320)
- Mon rôle consiste à plier à l'intérêt commun les éléments divers de la nation (p.321)
- mon entreprise (est) de rassembler les Français sur la France (p.321)
- L'unité s'est faite (p.322).

La dernière occurrence, celle de la phrase conclusive de l'ouvrage, est un accompli dans lequel s'enregistre l'enseignement de la journée. L'acquis est celui des potentialités attestées d'une France enfin réunie, ouverte aux plus grandes espérances, au Salut. Il n'est pas douteux qu'il s'agisse là d'une conviction ancienne et profonde, au principe de l'ordre gaullien. Mais l'enjeu est ici décisif et le pouvoir dans la France libérée en dépend. Apparaître pour le tenant d'une unité qui transcende les clivages sociaux et politiques, c'est être le champion de la France et capter à son profit la puissante manifestation du sentiment national. C'est dans la confusion d'une volonté personnelle et de la volonté nationale, faire du défilé triomphal l'expression de la vox populi, un plébiscite spontané : "Il s'agit... qu'à cette vue (de Charles de GAULLE) resplendisse l'unité nationale" (p.311) et que "la preuve par le peuple de sa confiance en de GAULLE" (p.316) "achève de mettre en lumière la primauté du général" (p.317). Le discours des Mémoires sur l'unité de la France correspond à une stratégie de prise du pouvoir dont la trace peut être repérée à d'autres niveaux.

Au désir de réconciliation du point de vue national" (p.315) formulé

à l'égard des personnes compromises avec Vichy, s'oppose l'intransigeante dénonciation des "catégories qui s'efforcent toujours d'entamer la cohésion nationale" (p.320) ; en particulier de "l'obstiné dessein des communistes" (p.312). Rejoignant l'avis de la plupart des historiens, dont certains vont jusqu'à dire que "de GAULLE n'a pas cru une seconde à ce qu'il écrit dix ans plus tard sur le "complot communiste" (12), J.LACOUTURE estime que le récit des Mémoires procède à une "dramatisation" de la rivalité pour la course au pouvoir. Il ne nous appartient pas ici d'en juger, ni même d'apprécier la part du ressentiment dans une écriture a posteriori, après l'échec politique, car ce sont là tâches d'historien. Mais il nous faut relever que la concorde recherchée d'un côté a pour effet de favoriser un rapprochement avec ceux qui ont tout à craindre de la vindicte des résistants. Quant aux accusations d'intrigues formulées d'autre part à l'encontre des communistes, elles les éloignent de "l'élan national" et placent de GAULLE en position d'unique prétendant. En outre, elles invalident par avance le accusations de césarisme ou leur mise en cause de la monopolisation d'un bien commun. Le discours sur l'unité nationale participe de la sorte d'une polémique sous-jacente que l'on retrouve dans celui tenu sur l'Histoire.

3.4. "Les gloires du passé s'associent à celle (de ce jour)" (p.313) pour la mettre au rang des événements historiques, accomplir pleinement le triomphe en l'inscrivant en lettres d'or dans l'Histoire de France. Un cénacle des grandes figures de la mythique nationale est rassemblé : celles de la grandeur conquérante (le Roi Soleil, Napoléon), des victoires martiales (Turenne, Foch), de la foi catholique (Saint-Louis, Sainte Geneviève), de l'opiniâtreté et de l'énergie patriotique (Jeanne d'Arc, Clémenceau), de l'entente nationale (Henri IV). Mais dans cette représentation symbolique de la France éternelle le paradigme nationaliste comporte une singulière lacune. Le chef du Gouvernement Provisoire de la République Française omet d'y inclure une figure de la Révolution française. La période n'est pas entièrement bannie puisque sont évoqués "les déchaînements de l'enthousiasme révolutionnaire" (p.313). Mais la formulation est ambiguë car dans son actualisation le programme de "déchaînement " comporte une production de sens identifiable comme "désordre". Or le désordre, ainsi que l'enseignent "les leçons des mauvais jours" (p.314), entraîne aux excès et aux violences de l'anarchie. C'est ce qu'illustre le débridement des pulsions irrationnelles de la France :

" ...Henri IV tomba victime d'une haine fanatique. La révolte des Barricades, le massacre de la Saint-Barthélemy, les attentats de la Fronde, le torrent furieux du 10 Août, ensanglantèrent les murailles du Louvre. A la Concorde roulèrent sur le sol la tête du roi et celle de la reine de France. Les Tuileries virent le naufrage de la vieille monarchie, le départ pour l'exil..." (p.313)

Dans ces visions apocalyptiques d'une France dénaturée se lisent des sentiments monarchistes connus, qui ne nous semblent toutefois pouvoir justifier qu'indirectement l'effacement de toute référence aux idéaux républicains. Evoquer la liberté en ce jour, ne serait-ce qu'à travers la devise nationale, mobiliserait une formation discursive appuyée sur la notion de peuple souverain. Or, si le peuple est bien convoqué, ce n'est ni pour faire valoir une volonté politique propre, ni a fortiori pour exercer un droit de décision, mais pour "consacrer par acclamations" (p.289) le "guide" de la nation. Le discours nationaliste n'a d'autre fonction que de marquer le rassemblement de "la France toute entière" appelée à ovationner ce qu'il faut appeler une vedette : un acteur qui a le pas sur tous les autres, figure de proue du cortège triomphal ; un personnage que la mise en texte campe sur l'avant-scène.

4. LE PREMIER ROLE

4.1. Si la francité est la production praxémique de sens la plus redondante (230 occurrences au total recensées dans l'extrait), il en est une autre qui, au niveau parapraxémique cette fois, apparaît avec une égale fréquence puisque l'on dénombre 225 occurrences de la première personne (146 pronoms personnels et adjectifs possessifs du singulier, 11 du pluriel et 67 morphèmes verbaux). Non seulement les Mémoires ne satisfont pas aux critères du récit historique tel que BENVENISTE l'a canoniquement défini, mais elles s'affichent fortement comme discours. Le chroniqueur n'est pas ici un témoin plus ou moins détaché de l'histoire, il en est le protagoniste.

Ce caractère autobiographique et l'omni-présence du JE qui en résulte régissent l'économie du texte. Alors que l'historien relate des faits à partir desquels il avance des hypothèses, émet des interprétations, le mémorialiste, lui, énonce la vérité d'un vécu. L'histoire est tissée au fil d'un récit de vie, la tragédie mondiale perçue selon une vision égocentrique qui rapporte tous les éléments à la volonté individuelle d'un de ses

acteurs. Dans cette structuration centripète se conjoignent une compréhension de l'histoire et une écriture par laquelle de GAULLE édifie lui-même son mémorial. C'est ce protocole de l'entrée dans l'Histoire que nous voudrions expliciter.

4.2. L'écriture évite d'user de manière explicite des possibilités offertes par le recul temporel et s'applique au contraire à réduire toute distanciation. L'effet en est manifeste dans les longs passages où le présent historique, du fait qu'il n'est plus mis en regard des temps du passé, tend à perdre sa valeur propre pour prendre celle d'un présent actuel, celui de la reviviscence. Le passé est ré-actualisé, re-présenté comme avec la plus grande fidélité possible. La vérité historique est ainsi établie sur une vérité existentielle. Le JE y est critère de réalité et les documents annexés au récit ont à charge, en administrant la preuve authentique, d'en corroborer le propos.

Cela explique que nulle part, hormis la conclusion du dernier tome ("Au moment d'achever ce livre, je sens" ... III, p.288), l'acte d'écriture n'apparaisse dans le corps du texte. Et lorsque le temps de la scription semble affleurer pour rejoindre celui du récit (" Cette nuit... c'est le moment de prendre acte... de me confronter moi-même", p.321) le mouvement n'est pas abouti. Le métadiscours ne surgit pas et la réflexion demeure intradiégétique. Pareillement, dans le JE qui est indissolublement celui de l'acteur et du rédacteur, le second s'efface entièrement derrière le premier. Ce sont là mises en texte et masquages du scripteur qui ressortissent très normalement de l'usage littéraire. Mais il est une autre procédure qui échappe aux formes habituelles.

4.3. Le texte, qui recourt volontiers à la métaphore théâtrale (trois chapitres du second tome s'intitulent Intermède, Tragédie, Comédie et le premier se conclut sur ces termes : "Je sais vers qui la France regarde. Allons ! Qu'on frappe les trois coups"), présente une mise en scène du personnage central dans laquelle le scripteur parle de lui-même à la troisième personne. Le relevé de ces occurrences dans l'extrait atteste la systématité du procédé :

- chacun choisit Charles de GAULLE comme recours de sa peine (p.311)
- ayant choisi leur but et trouvé leur guide les Français... (p.312)

- le prélat pourrait introduire dans la cathédrale le général de GAULLE (p.314)
- la preuve donnée par le peuple de sa confiance en de GAULLE (p.316)
- la démonstration populaire a achevé de mettre en lumière la primauté du général de GAULLE (p.317)
- le pouvoir... de prendre contact avec le général de GAULLE (p.319)
- Philippe PETAIN se tourne vers Charles de GAULLE (p.320)
- pas un département... pas même un particulier qui fassent mine de combattre de GAULLE (p.320)
- c'est vers de GAULLE qu'est tombé PETAIN (p.321)
- le peuple et le guide, s'aidant l'un l'autre, commencent l'étape du salut (p.322).

La langue française offre, on le sait, une suite graduée de formes exprimant la déférence : amplification de la personne allocutée dans le pluriel dit de politesse ; association de la seconde à la troisième personne pour marquer un étirement révérencieux de la distance intersubjective (Votre Excellence veut-elle...) ; effacement complet de la relation interpersonnelle dans l'usage exclusif de la troisième personne (Son Eminence voudra-t-elle, Madame est servie). Mais la projection par le locuteur de sa propre personne en non-personne, apparaît, dans le français contemporain particulièrement, comme une anomalie. Il semble d'ailleurs que ce caractère d'exception soit très large puisque l'histoire a retenu comme autant de singularités de tels usages : Ramsès II s'adressait de la sorte à son effigie ; César écrivit La guerre des Gaules à la troisième personne ; Léopold 1er d'Autriche disait "Il veut son épée" et Staline citait "le camarade Staline" pour lui apporter son soutien. Ces exemples illustres (les autres étant sans doute versés à la pathologie paranoïaque) ont pour trait commun d'observer une étiquette, d'être la mise en scène linguistique d'une majesté : d'être la marque d'une préséance sociale absolutisée en langage.

Le paradigme des exemples de l'extrait le confirme dans l'usage, d'une part, du nom propre et, d'autre part, de deux mentions du "guide" des Français. Dans les deux cas, la projection en non-personne est celle d'un sujet promu à une fonction transcendant sa subjectivité individuelle ; ce que le titre militaire signale explicitement. Peu après la première occurrence de cette forme dans les Mémoires (I, p.98), le texte le spécifie ainsi :

"Le fait d'incarner, pour mes compagnons le destin de notre cause, pour la multitude française le symbole de son espérance, pour les étrangers la figure d'une France indomptable au milieu des épreuves, allait commander mon comportement et imposer à mon personnage une attitude que je ne pourrai plus changer.

Ce fut pour moi, sans relâche, une forte tutelle intérieure en même temps qu'un joug bien lourd" (II,p.111).

L'extrait le rappelle, "je me sens remplir une fonction qui dépasse de très haut ma personne" (p.312), et une interview caractérise l'extériorité du rôle et de son interprète : "Je savais que j'aurais à compter avec cet homme, ce général de GAULLE. Peu s'en fallut que je ne devienne son prisonnier" (13).

4.5. On peut donc dire de de GAULLE ce que dans La voie royale MALRAUX a écrit d'un de ses personnages, qu'il fut "avide de jouer sa biographie comme un acteur joue son rôle". La métaphore théâtrale est ici essentielle car elle désigne la fonction première du texte. Les Mémoires de guerre, avant toute chose, ont à charge d'établir la transcendance du rôle historique dont l'acteur s'autorise pour parler "au nom de la France", pour "assumer la France" (I,p.74). Le génie politique de de GAULLE fut d'avoir su construire de lui-même une figure, au sens propre, mythique : une fabulation.

Dans le cadre de la terminologie proposée par P.CHARAUDEAU (14) on dira que l'émetteur, le "sujet communicant", s'est représenté dans la "parole configurée" en une image de "sujet énonçant" dédoublée, selon les circonstances, en première ou troisième personne, un "JE é" ou un "IL x". Mais si la première instance a pu tirer parti de l'autorité de la seconde pour parvenir à ses fins politiques, c'est que cet ascendant lui était par ailleurs reconnu. Le "sujet interprétant" a consenti à être l'allocutaire désigné, le "sujet destinataire" postulé par le discours gaullien. Autrement dit, cette parole, comme toute parole, n'a eu d'efficace que par son audience. Il a fallu que le public français, à certains moments, entende et accepte le message, qu'il réponde à son interpellation. En cela réside le charisme de de GAULLE, le "mystère de son ministère", un pouvoir établi sur "le pouvoir des mots".

5. LA FORCE DE LA REPRESENTATION

5.1. S'interroger sur l'efficace du discours gaullien revient à tenter de comprendre l'acte de magie par lequel une parole agit sur le monde, à comprendre comment la parole est praxis. Or c'est là une des caractéristiques des Mémoires. Rédigées de 1946 à 1959 durant "la traversée du désert", lorsque la voix sans écho se perd dans le vide, elles trament en fait l'avenir. Leur objet n'est pas de consigner, d'éterniser une histoire passée, achevée.

Il est aussi de contribuer à l'histoire en cours, d'être l'instrument d'une stratégie de reconquête du pouvoir. Notre question est donc celle de la performativité d'une écriture qui "fait en disant", qui fait l'histoire en la racontant.

Mais le linguiste peut-il prétendre répondre ici sans sortir de son domaine, ni devenir historien ? Les restrictions que nous nous sommes fixées de ne pas confronter les propos aux faits, de ne pas prendre en compte les intertextualités polémiques, visent à nous préserver de cette dérive et délimitent un champ d'approche étroit. Suffisant toutefois pour saisir comment de GAULLE, selon son expression, réussit à "mener les Français par les songes". MALRAUX nous en fournit la clé lorsqu'il écrit de la figure emblématique du général : "Le héros appartient à l'imaginaire. Son action ne vient pas des résultats qu'il atteint, mais des rêves qu'il incarne et qui lui préexistent" (15).

Le ressort du pouvoir gaullien réside dans un savoir. De GAULLE a su, par des mots, faire partager à une majorité de Français une vision du monde. Il ne s'agit pas de nier ici la part décisive d'habiletés politiciennes, mais de reconnaître celle d'un discours entendu et d'adhésions déterminées "à l'idéologie". C'est la force de cette figuration dont nous voudrions rendre compte.

5.2. Si "l'histoire est un roman vrai", si elle est "récit d'évènements" et son tissu celui d'une "intrigue, mélange très humain et très peu scientifique de causes matérielles, de fins et de hasards" (16), c'est qu'historiens et mémorialistes racontent des histoires. Choisisant dans la réalité selon leur visée et organisant selon un fil narratif ce qui, du fait même de cette sélection, devient évènement et fait sens, ils écrivent au propre une légende (legendum, ce qu'il convient de lire). La structuration narrative apparaît alors comme le moyen par lequel le producteur, en établissant la chronologie des enchaînements de cause à effet, décide du sens qu'il assigne à l'Histoire à travers son histoire.

Dans une telle perspective, le récit de la journée du 26 Août 1944 devient la conclusion d'un épisode de l'épopée gaullienne sur laquelle s'arrête le second tome des Mémoires. Il assure la fonction, au sens propre de "partie constitutive fondamentale du conte", où s'opère dans la phase finale "la reconnaissance du héros". Le génie politique de de GAULLE

est d'avoir anticipé cette fonction en organisant le défilé triomphal avant tout affrontement avec les "faux héros", de manière à rendre ce dernier inutile. La liesse de la Libération canalisée en triomphe du général, en reconnaissance publique de sa prééminence, ses rivaux dans la course au pouvoir ne pouvaient qu'être disqualifiés, n'avoir que des prétentions par avance invalidées ; des prétentions que PROPP appelle "mensongères". C'est ce que le texte explicite à propos des incidents ayant éclaté durant le "sacre" à Notre-Dame, désignés comme mic-macs du Comac, ultime tentative d'obstruction de "faux-prétendants".

La Morphologie du conte fait suivre la "reconnaissance" d'une "transfiguration du héros", dernière étape avant "le mariage et l'accession au trône". Cette mutation glorieuse est précisément la leçon d'histoire que le texte tire du coup de force symbolique de cette journée : l'investiture du général de GAULLE comme "guide" des Français. Ce qu'il a toujours prétendu être et qui lui est enfin accordé par la vertu de ce que P.BOURDIEU appelle "l'alchimie de la représentation" :

"Groupe fait homme, (le représentant) personnifie une personne fictive, qu'il arrache à l'état de simple agrégat d'individus séparés, lui permettant d'agir et de parler à travers lui, "comme un seul homme". En contrepartie, il reçoit le droit de parler et d'agir au nom du groupe, de "se prendre pour" le groupe qu'il incarne, de s'identifier à la fonction à laquelle il "se donne corps et âme", donnant ainsi un corps biologique à un corps constitué. Status est magistratus, "L'Etat, c'est moi". (17)

Ces réflexions générales constituent un commentaire de l'extrait d'une rare pertinence. Le droit du général de GAULLE à "parler au nom de la France" repose bien sur cette reconnaissance primordiale. Le discours nationaliste est ici condition première du discours. En un moment où l'Allemagne est conduite par son "Furher", l'Italie par son "Duce", il faut qu'un "guide" fasse entendre dans le concert des nations "la voix de la France". Mais il doit pour cela en être le porte-parole autorisé. Tel est précisément le sens que le mémorialiste assigne au "miracle de la conscience nationale", au "geste de la France" qui, se saluant elle-même en la personne du général, fait "resplendir son unité" (p.311). La France se retrouve en ayant trouvé son guide. La journée du 26 Août est la sanction de cette consubstantialité et la légitimation rétroactive d'une prise de parole et d'une action au nom de la France.

" (J'ai été) amené... à assumer la souveraineté française. C'est moi qui détient la légitimité. C'est en son nom que je puis appeler la nation à la guerre et à l'unité, imposer l'ordre, la loi, la justice, exiger au-dehors le respect des droits de la France". (p.321)

On comprend ici la raison de la longue digression développée à propos de la démarche d'un émissaire de PETAIN (nom propre le plus redondant après celui de de GAULLE). Bien que chronologiquement postérieure de deux jours, la tentative de contact est intégrée à l'argumentation centrale qu'elle parachève. Interprétée comme amende honorable du chef du régime de Vichy, la procédure devient à la fois un transfert implicite de la légitimité à laquelle PETAIN prétendait et l'effet, dans cette contrition, de l'emprise transcendante de la Patrie. L'unité tend à l'unanimité.

Ce que le texte de l'extrait ne cesse de répéter, de la première à la dernière ligne, c'est la fusion d'un JE et d'un IL, d'un individu et de son rôle de guide national, d'un "corps biologique" et d'un corps constitué". Mais est-ce celle du général et de la France ? Bien que reconnu et adulé, le héros "n'épouse pas la princesse" ni ne "monte sur le trône". L'inachèvement du paradigme proppien signale une difficulté dont il faut rendre compte.

5.3. Les causes de cet inaboutissement paraissent, à première vue, devoir être recherchées dans la réalité historique : le combat libérateur n'est pas achevé ; les institutions républicaines s'opposent à une totale personnalisation du pouvoir ; l'unanimité du soutien au général est une vue volontariste, fort éloignée de la situation politique réelle. Mais à côté de ces déterminations historiques, il en est une autre, d'ordre textuel, plus décisive croyons-nous car celle-ci est antérieure à celles-là. On la repère dans la structure actantielle qui organise toute la vision gaullienne.

L'actant principal, le Sujet est à l'évidence celui que le texte installe dans sa "primauté", le héros, le général de GAULLE. Il est tout aussi manifeste que face à ce sujet, l'Objet de la quête est à rechercher dans l'autre dominance relevée au niveau des fréquences et regroupée sous le terme de "francité". L'instance visée peut être précisée à partir de quelques vues de ses nombreuses formulations :

- ce que je dois faire... consiste à rassembler les âmes en un seul élan national (p.304)
- mon rôle consiste à plier à l'intérêt commun les éléments divers de la nation pour la mener au salut (p.322)

- mon entreprise de rassembler les Français sur la France (p.322).

L'objet de la quête n'est donc pas directement "la France", mais le salut de la nation qui requiert au préalable son unité, but immédiat d'une longue marche.

L'Opposant n'est pas comme on pourrait a priori le croire "l'ennemi" allemand. Ce dernier n'occupe dans le texte qu'une place relativement faible en regard d'adversaires désignés d'abondance :

- je ne puis ignorer l'obstiné dessein des communistes, ni la rancune de tant notables qui ne me pardonnent pas leur erreur, ni le prurit d'agitation qui travaille de nouveau les partis (p.312)
- il en est qui s'en tiennent encore au projet de constituer à côté et en dehors (du général de GAULLE) une autorité autonome (p.317)
- les catégories qui, par destination, s'efforcent toujours d'entamer la cohésion nationale (p.321)
- je trouverai au long de ma route tous les groupements toutes les écoles, tous les aréopages, ranimés ou hostiles... il n'y aura pas une routine ou une révolte, une paresse ou une prétention, un abandon ou un intérêt qui ne doivent... se dresser contre mon entreprise (p.322).

L'Opposant n'est donc pas "l'ennemi" extérieur car l'hostilité de celui-ci est dans "l'ordre des choses". Elle ne fait que traduire en acte une volonté d'expansion, un impérialisme qui n'est pas contesté en son principe mais auquel aurait dû faire front une égale volonté nationale française. Le drame de la France n'est pas d'avoir été vaincue mais d'avoir capitulé. Aussi la tâche première est-elle de retremper le sentiment national autour de la figure qui a la charge de l'incarner. Dès lors, les opposants sont ceux qui, en contestant cette figure symbole, attentent à sa légitimité et menacent en son fondement le discours et l'action gaulliens.

Le texte identifie l'Adjuvant du guide comme "le peuple" :

- mon lot est la solitude. Mais, pour soulever le fardeau, quel levier est l'adhésion du peuple ! Cette massive confiance, cette élémentaire amitié, voilà de quoi m'affermir (p.322).

Le réglage du praxème est celui, très large, du "corps de la nation" ("un peuple hier écrasé par la défaite", p.311) et nullement celui, récusé, du "peuple entendu dans un certain sens" (p.317), en clair des "masses populaires" auxquelles se réfèrent le discours communiste. Il ne saurait pas même s'agir du peuple républicain, du "peuple souverain". L'inversion et la

hiérarchisation des rôles sont sans ambage ; le rôle du peuple n'est que de soutien et d'assentiment.

Quant au Destinateur, il est précisément le destin :

- je me sens... servir d'instrument au destin (p.312)
- un appel venu du fond de l'histoire (p.321)

Et le Destinataire ne peut, au même plan de transcendance, être que la France dans sa grandeur ; idéal toujours poursuivi sans jamais être pleinement atteint. Tout le discours gaullien est focalisé sur ce praxème dépraxémisé dans lequel il trouve, parfait bouclage, son origine et sa fin. Production de sens sur laquelle les Mémoires de Guerre significativement s'ouvrent et se ferment : "Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France. (I,p.1)... jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance" (III,p.290). C'est pourquoi il nous semble possible de dire que le discours gaullien a été au sens fort, une idéologie, le "discours d'une idée", d'un praxème qu'il emplit de sens selon une téléologie dont le schéma greimassien permet de rendre compte :

5.4. Mais en quoi réside l'efficace du discours ainsi organisé ? Car on peut dire qu'en tant que figure emblématique, le général de GAULLE s'est littéralement "fait d'une certaine idée de la France". Il nous semble qu'il livre lui-même une des raisons de son audience lorsqu'il définit sa mission comme un "sacerdoce" (I,p.167). La structuration du discours gaullien s'avère en effet homologue de celle qui sous-tend le discours d'autres hommes de parole prédisant le monde :

Il nous semble que cette homologie ancrée sur un fond culturel plusieurs fois séculaire, à la base d'une idéologie religieuse majoritaire en

France, a été un des facteurs importants de la réception du discours gaullien. Elle explique le charisme accordé à son porte-parole. Elle explique également "la tentation de l'historiographie" qui sollicite constamment les Mémoires, l'hagiographie. De même que celle-ci "illustre une signification acquise quand elle prétend ne traiter que d'actions" (18), de même les Mémoires de Guerre relatent l'épiphanie progressive d'un donné initial, la manifestation d'une essence: un destin. C'est ce qu'annonce la présentation de couverture de la première édition qui reçut nécessairement l'aval de l'auteur :

"C'est le récit de ce combat (pour la France) à l'enjeu suprême qui nous est fait aujourd'hui par celui... à qui semble avoir été dévolu par un privilège de nature le double don de prophétie et d'action".

Cette qualification est la définition même du charisme, mandat transcendant du héros. Elle indique d'emblée le sens de l'histoire, qui ne peut être que d'une vérité révélée. Elle signale le gaullisme comme un fidéisme. Elle livre une raison déterminante de l'efficace du discours : l'insertion dans une idéologie déjà infuse.

NOTES

1. Discours prononcé à la radio de Londres le 19 Juin 1940.
2. La Méditerranée et le monde méditerranéen. Armand Colin, 1966, Préface.
3. Mémoires de Guerre. Plon, 1954, T.I p.71. Dans la suite du texte les références à cet ouvrage seront mentionnées par l'indication de la page pour le tome II, par celle du tome et de la page pour les autres.
4. Presses Universitaires de France, 1947.
5. Trois essais sur l'âge industriel
6. Origine et sens de l'histoire
7. Pour Marx, Maspéro, 1965, p.238.
8. Plon, 1956, p.310-322. Ces extraits sont reproduits avec l'aimable autorisation des ayants droits de Charles de Gaulle et celle des Editions Plon. Nous prions les personnes qui ont bien voulu permettre cette reproduction de trouver ici l'expression de nos remerciements.
9. Ce trait semble caractéristique de l'ensemble des discours de Charles de GAULLE. L'analyse conduite par J.M.COTTERET et R.MOREAU sur les allocutions du Président de la République à partir de 1958 fait apparaître le praxème "France" comme ayant la plus haute fréquence, hormis les verbes auxiliaires et "faire". Cf. Le vocabulaire de Général de Gaulle, Colin, 1969.
10. Il s'agit de : l'occupant allemand ; la gendarmerie, la police et l'appareil d'Etat ; les mouvements de résistance groupés dans le Comité parisien de Libération ; les FFI et le comité militaire du CNR sous l'influence des communistes ; la 2^e DB ; l'armée américaine. De GAULLE. 1, Le rebelle, Le Seuil, 1984, p.822.

11. On peut trouver la confirmation a contrario de cette censure dans l'abondance du discours communiste sur la Libération. L'occultation apparaît ainsi comme la trace d'une polémique discursive qu'il n'est pas question d'examiner ici.
12. Cl.BOURDET interview, 1983. Cité par LACOUTURE p.808. op.cité.On pourra lire sur cette question les pages 806 à 809 du même ouvrage.
13. Saturday Review, 16 mai 1959. Cité par D.SCHOENBRUN, Les trois vies de Charles de GAULLE, Julliard, 1965, p.117.
14. Cf. Langage et discours, Hachette, 1984 et le compte-rendu présenté de cet ouvrage dans le même numéro.
15. Les chênes qu'on abat, Gallimard, 1971, p.56.
16. P.VEYNE. Comment on écrit l'histoire, Le Seuil, 1979, p.10, p.36.
17. P.BOURDIEU. Ce que parler veut dire, Fayard, 1982, p.101.
18. M. de CERTEAU. article Hagiographie, Encyclopædia Universalis, 1985.